

Les pays arabes en manque d'investissements

INFOGRAPHIE - La transition démocratique à l'œuvre dans les pays sud-méditerranéens s'est traduite par une chute des projets d'investissements. Plusieurs initiatives sont envisagées associant public et privé pour les relancer.

Un recul de 7,8% du PIB au premier trimestre! La Tunisie paye cher, économiquement, son indépendance politique. Tout comme l'ensemble de la zone, secouée par les révolutions de printemps. «Les observateurs n'ont pas encore pris conscience de l'importance de la transition économique et sociale à l'œuvre dans ces pays», souligne Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI). «L'effet récessif de cette transition sera inévitablement fort, mais il faut l'accompagner: sans prospérité la démocratie ne pourra pas être consolidée.»

Signe de la défiance envers la zone, «le nombre de projets d'investissements directs dans les pays du sud de la Méditerranée a diminué de 13% par rapport au rythme de 2010», selon l'observatoire Anima Investment. Dans le détail, l'Égypte et la Tunisie ont connu au cours des trois premiers mois de l'année une chute de 50% des projets d'investissements. La Libye et la Syrie sont eux aussi durement touchés, alors que le Liban résiste. Seul le Maroc se démarque en enregistrant une hausse des investissements par rapport aux années précédentes. Avec 37 projets au cours des trois premiers mois de 2011, le Royaume chérifien bat même ses records.

Expertise gratuite

Tous ces chiffres soulignent l'urgence de l'aide à apporter aux pays en voie de transition démocratique. «Nos deux plus grands défis sont le chômage, avec 750.000 demandeurs d'emploi - dont 160.000 jeunes - et le manque de financements à long terme», a expliqué le ministre tunisien des Finances, Jelloul Ayed, lors de la 9e conférence de la Femip (la filiale de la BEI chargée de financer la zone Sud-Méditerranée) qui s'est tenue à Casablanca la semaine dernière. Pour les résoudre, le gouvernement prépare un plan quinquennal en deux temps: à court terme, il facilite la création d'emplois publics et l'indemnisation des entreprises en difficulté.

À long terme, il vise l'instauration d'un véritable secteur financier, reposant sur la création d'une caisse des dépôts et consignation, pour financer les projets d'infrastructure et d'un fonds «générationnel» - souverain - nourri par les recettes de privatisation.

Mais cela ne suffira pas, sans aide extérieure. La BEI chiffre en effet à 300 milliards d'euros les investissements nécessaires en infrastructure de transport et énergétique à réaliser dans les neuf pays sud-méditerranéens d'ici à 2030. Lors du G8 de Deauville, le 27 mai, les grands pays industriels se sont engagés à aider les pays arabes dans leur transition. Mais leur finances publiques étant exsangues, ils n'ont pas promis les sommes attendues. «Cela oblige à envisager des financements additionnels, tels que des partenariats public-privés (PPP)», explique Philippe de Fontaine-Vive.

Le PPP consiste pour un acteur privé à financer, construire et exploiter un service public pour le compte d'un État ou d'une collectivité. La BEI, premier financeur de PPP en Europe, a proposé de mettre son expertise gratuitement à la disposition des pays sud-méditerranéens pour les aider à développer les cadres juridiques et fiscaux, permettant de mettre en place ce type de financement. Elle s'est associée à la création d'un «club PPP», regroupant quatre pays pilotes de la zone, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Mais cette initiative, semée d'embûches, ne produira des résultats qu'à moyen terme. À brève échéance, la BEI a promis d'accélérer ses financements directs en prêtant 6 milliards d'euros d'ici à 2013 dans les pays sud-méditerranéens.

À Deauville, l'ensemble des banques multilatérales de développement se sont engagées à apporter 20 milliards de dollars en deux ans. C'est beaucoup et en même temps bien peu. La Tunisie attendait - à elle seule - 15 milliards d'euros d'aide du G8...

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/06/05/04016-20110605ARTFIG00220-les-pays-arabes-en-manque-d-investissements.php>